

Sujets choisis : 01 et 08 — Valeurs de l'école républicaine et motivation des élèves

Préambule

Pratiquement unanimes sur ce point, les citoyens présents au débat ont vivement insisté sur la *superbe ignorance* opposée par le pouvoir à leurs avis et contributions lors de consultations antérieures comparables, et il est hors de doute que l'absence de beaucoup d'autres avait précisément le même motif. Un tel mépris institutionnel de la volonté populaire — ce que l'économiste américain Edward N. Wolff appelle « la méthode Marie-Antoinette » — ne peut que conduire à des disjonctions dangereuses pour la paix civile. Il est hautement souhaitable que quelques dirigeants actuels au moins en gardent conscience.

Sujet 01

L'école républicaine ne peut tout pour notre société, et notre société pourrait bien davantage pour l'école républicaine, tant en affaires de moyens qu'en affaires de médiatisation. Il est simplement indécent de reporter sur l'école des responsabilités en matières de manque de sens civique, quand des chaînes de télévision et d'autres media partagent leur temps entre étalages de violences et dénigrement de la profession d'enseignant (entre autres), à partir par exemple de procédés et néologismes hideux sur de prétendus "absentéismes". Le respect très désirable, et très généralement désiré, dans les rapports entre parents, enseignants, élèves, puis citoyens en général, ne peut être atteint dans l'ambiance de tels dénigrement.

C'est l'occasion de rappeler que l'école républicaine a pour vocation centrale et essentielle d'enseigner les valeurs de la République (PRIORITÉ N° 1), depuis les trois termes de sa devise jusqu'à son principe — le gouvernement du peuple par le peuple pour le peuple —. L'organisation de l'enseignement public, gratuit et laïque à tous les degrés est, de par la Loi fondamentale, garantie par la Nation comme devoir de l'Etat et non comme affaire d'édiles locaux. Il s'agit donc de bien autre chose que de simples procédés et recettes immédiatement exploitables dans des entreprises régionales rentables à un instant donné. L'école ne saurait être réduite à un simple « service rendu au monde économique » ou, plus illégalement encore, à un « grand marché du siècle » suivant les mots d'institutions européennes ou d'un ex-ministre. L'exigence républicaine, et non mercantile, doit être rappelée avec d'autant plus de force qu'on peut constater, à l'opposé, le caractère regrettablement identique des pressions de « tables rondes d'industriels » d'abord, de la Commission Européenne puis de ses échos ministériels dans notre pays, et enfin des libellés mêmes de sujets du débat national — ainsi (et ce n'est qu'un exemple), pour cet essentiel que constituent les valeurs républicaines, l'exigence constitutionnelle de gratuité de l'enseignement public est noyée dans les commentaires officiels, et surtout "oubliée" parmi les mots-clés...

Sujet 08

Dans le même esprit républicain, l'accord s'est fait sur deux points complémentaires : les élèves d'horizons variés ne doivent pas tous être identiquement rythmés par la maturation intellectuelle à âge fixé ; mais la satisfaction immédiate de l'élève ne saurait en aucun cas devenir l'unique critère d'enseignement.

Car d'abord, toute une culture vraiment générale (PRIORITÉ N° 2), vitale dans la formation du citoyen, ne sera jamais acquise si elle ne l'est pas assez tôt, et ce serait là encore une motivation tout à fait notable si on voyait associer la considération sociale à l'étendue des savoirs — non pas seulement de savoir-faire — : or les jeunes perçoivent partout un monde où les revenus et statuts sont peu corrélés aux efforts et connaissances.

Ensuite, il n'est pas simple de redonner le goût du travail intellectuel à des jeunes trop tôt insérés, et à vil prix, dans l'apprentissage. Car il leur paraît bien naturel de s'engager tout de suite après dans des emplois subalternes : ils n'y voient au départ qu'une amélioration par rapport à leur (absence de) rémunération initiale, et de là une indépendance, en fait bien relative mais à leurs yeux fascinante ; et lorsqu'ils saisissent leur enfermement dans des tenailles « exploitation ou (et) chômage » il est pour eux beaucoup trop tard.

Autrement dit et partout, si l'on souhaite réellement développer les potentialités d'épanouissement actif de chacun et ainsi enrichir la communauté nationale, il faut multiplier les passerelles (PRIORITÉ N° 3) d'un niveau et d'un type d'enseignement à l'autre, ce qui suppose l'attribution de moyens pour

- qu'on forme de petits groupes, parfois en dehors des délimitations de classes ou même de cycles
- qu'on évite l'isolement des élèves en difficulté — difficulté qui pourrait souvent alors être provisoire —
- qu'on insère dans les établissements d'enseignement eux-mêmes des possibilités de travaux pratiques variés, au lieu de renvoyer pour cela à l'entreprise...

En conclusion,

force est de constater que l'action pluridécennale des gouvernements semble consacrer des efforts plus considérables à la manipulation des chiffres (ou débats) relatifs à l'éducation qu'à la fourniture effective des moyens en rapport avec les priorités définies ci-dessus.

PRIORITÉ N° 1 : l'école républicaine a pour vocation centrale et essentielle d'enseigner les valeurs de la République

PRIORITÉ N° 2 : culture vraiment générale

PRIORITÉ N° 3 : multiplier les passerelles